

La communauté arménienne de Décines

Un siècle de présence dans l'agglomération, de la survie à l'affirmation d'une culture singulière

Au début du XXe siècle, l'agglomération lyonnaise entre dans une phase de fort développement, les mutations technologiques, le taylorisme et la grande industrie bouleversent les structures urbaines et sociales. Le patronat, en quête de main d'œuvre, peine à trouver des ouvriers dans un pays décimé par les pertes de la Première Guerre mondiale. Coïncidence dramatique, la communauté arménienne vient de subir des massacres systématiques et une déportation chasse les survivants de ses terres. Un industriel du textile va alors opportunément faire venir une « colonie » de travailleurs.

Commune de l'Est du Grand Lyon, « *Décines fut un nom sur une carte où échouèrent des rescapés du malheur du monde*¹ ». La communauté s'organise autour d'une vie rythmée par le travail à la Soie, immense usine de textile artificiel. Sortant d'une épreuve terrible, les premières années sont consacrées à la reconstruction et à l'adaptation à la société française. Après-guerre, la croissance économique accélère une assimilation réussie de la communauté arménienne à la société française.

A Décines, « petite Arménie », noyau dur de l'immigration régionale, une présence militante, engagée, s'investit dans la préservation de la culture arménienne de la diaspora, en voie de disparition. Près d'un siècle après l'arrivée des premiers arrivants et la construction du foyer du peuple, la communauté a su s'organiser et s'apprête à interroger aujourd'hui sa mémoire et son identité afin d'entrer pleinement dans l'histoire de France du XXe siècle.

Sommaire

Décines, territoire de la grande industrie	2
La politique de recrutement du personnel de la SLSA	2
Vivre et travailler en France, sous le contrôle du patronat, des services de l'État et de la municipalité	3
La perception de la France chez les immigrants	4
La vie quotidienne à la cité, communautarisme et paternalisme	5
Quitter la cité, bâtir sa maison, les premiers pas vers une autonomie	6
Les immigrés arméniens vus par la population locale, les puissants et les intellectuels	7
La fermeture de l'usine force la communauté arménienne à sortir d'une vie autarcique et la pousse à l'assimilation	8
Revendiquer une culture singulière ou disparaître	10
Organiser le recueil de la mémoire, vers une « intégration créatrice »	11
Bibliographie	13

Mars 2012
Stéphane Autran

GRAND LYON

Direction de la Prospective et du Dialogue Public
20 rue du lac - BP 3103 - 69399 LYON CEDEX 03
www.millenaire3.com

1 Videlier Philippe, *Décines, une ville, des vies*, Vénissieux, éditions Paroles d'Aube, 1996

Décines, territoire de la grande industrie

Décines, modeste bourgade rurale, à l'époque dans la campagne iséroise, bordant le canal de Jonage, va se transformer en cité ouvrière grâce à un homme, Maurice Cusin, fondateur et dirigeant de la SLSA, Société Lyonnaise de Soie Artificielle. Autodidacte pragmatique, ayant déjà développé des usines en Italie, il a l'intuition de l'immense marché potentiel du fil artificiel de viscose, créé à partir de la cellulose du bois, la France ne produisant pas de coton. L'industrie de la viscose a besoin d'eau et de la liaison par chemin de fer. L'industriel étudie plusieurs sites d'implantation possibles avant de choisir Décines. Le projet d'installation date de 1922. La commune correspond à ses attentes puisqu'elle dispose du canal de Jonage et de la voie ferrée de la compagnie du chemin de fer de l'Est. L'industriel achète un terrain de quarante hectares dont quatre seront utilisés dès le début de l'aventure.

L'usine Décinoise de la Société Lyonnaise de soie artificielle est inaugurée en 1923. Ce n'est pas le seul établissement produisant du textile artificiel dans l'agglomération. Les plus grands sites sont ceux de la Soie artificielle du Sud-Est à Vaulx-en-Velin, la Société française de Tubize à Vénissieux, la Rhodiacéta à Vaise (Lyon) et Péage de Roussillon, la Soie artificielle du Rhône à Neuville. Lyon, alors capitale de la soie, se transforme en diversifiant ses productions textiles, aidée justement par les capitaux de la soierie. La SLSA prend l'appellation Société Lyonnaise de Textiles suite à une plainte du syndicat de la soie naturelle s'étant élevé contre la dénomination portant à confusion. La SLT vend sous la marque "Le fil de Lyon" en France et à l'étranger. La production du textile artificiel est en forte augmentation durant la première moitié du XXe siècle.

La politique de recrutement du personnel de la SLSA

Les habitants de Décines et des villages environnants ne suffisent pas à satisfaire le besoin très important de main d'œuvre industrielle. On envisage de faire venir des travailleurs de la banlieue de Lyon par tramway, trains spéciaux ou autobus mais le procédé est jugé trop onéreux. L'autre inconvénient d'importance tient en la qualité jugée douteuse de cette main d'œuvre : « *Fallait-il puiser dans la population ouvrière de la banlieue de Lyon le personnel nécessaire et l'amener par trains spéciaux, tramways ou autobus ? Après étude, il apparut que cela représenterait une lourde dépense renouvelable chaque année, outre l'inconvénient de confier la marche des usines à des gens peu stables, plus ou moins contaminés par la vie dans les quartiers ouvriers de la ville.* ² ». L'industriel ne veut pas d'ouvriers citadins, qu'il juge corrompus et certainement syndiqués. La docilité de la main d'œuvre est d'emblée recherchée. Les besoins de main d'œuvre liés à l'essor industriel sont considérables alors que le pays vient d'être décimé par la première guerre mondiale. Le recourt à l'immigration est massif pour tenter de solutionner ce problème. Une sélection suivant l'origine des immigrés est alors opérée.

Au temps de l'empire colonial Français, on préfère « *la main d'œuvre européenne à celle coloniale, en raison des difficultés d'ordre social ou ethnique que pourrait faire naître la présence sur le sol français d'éléments ethnographiques trop distincts du reste de la population* ³ ». « L'assimilabilité » de l'européen est donc censée être meilleure...sauf que d'autres représentations apparaissent vis à vis des Arméniens « *Au point de vue ethnique, les Arméniens sont assez éloignés de nous [...] Ils sont très peu assimilables* ⁴ ». Le manque criant de personnel rend la sélection des travailleurs immigrés selon leur origine impossible. Les patrons se trouvent finalement libérés des quotas de travailleurs étrangers.

Après le génocide de 1915, beaucoup d'Arméniens apatrides fuient la Turquie et trouvent refuge en Grèce. Ils survivent dans des conditions effroyables, parqués dans des camps. Face à l'énorme afflux et au problème d'intégration, le gouvernement Grec demande au Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) de la Société des Nations (SDN, ancêtre de l'ONU) d'organiser l'installation des Arméniens dans les pays manquant de main d'œuvre. Les Arméniens de la diaspora deviennent des « *réfugiés Nansen* ⁵ ». Ce statut

2 Brochure éditée pour le dixième anniversaire de la société, 1933, citée par Videlier, les fantômes d'Anatolie

3 Laurent Bonneval, député du Rhône, devant l'assemblée parlementaire en septembre 1920

4 Henri Baroin, La main-d'œuvre étrangère dans la région lyonnaise, thèse de doctorat, université de Lyon, 1935

5 Ce statut est créé le 5 juillet 1922 à l'initiative de Fridtjof Nansen, premier Haut-commissaire pour les réfugiés de la Société des Nations

spécial est accordé à tous les immigrés arméniens par la Société des Nations à partir de 1924 afin de remédier à leur situation d'apatride, la Turquie refusant de leur octroyer une protection juridique et interdisant leur retour. Grâce à ce passeport, un certificat d'une durée d'un an peut leur être attribué dans le pays de résidence. Les conditions sont très encadrées puisque chaque passeport doit être accompagné d'un contrat, lequel leur permet d'obtenir, une fois en France, une carte de travail et une carte de séjour. L'immigrant doit se présenter immédiatement à la Mairie de son lieu de résidence pour s'y faire enregistrer et, éventuellement, obtenir une carte d'identité.

Le drame du génocide arménien et l'exode des populations survivantes est directement à l'origine de l'installation de populations arméniennes à Décines. Apprenant la « disponibilité » de la main-d'œuvre, ses faibles revendications salariales et son habileté à travailler le textile, le pragmatique patron entreprend d'aller « faire son marché » en recrutant directement ses futurs ouvriers. Un intermédiaire arménien, Bared Beylerian, soyeux installé à Joyeuse en Ardèche a déjà fait venir de la main d'œuvre arménienne depuis la Grèce pour ses propres ateliers. Son frère, Parnak, est engagé par la SLSA pour recruter du personnel en Grèce : « Descendu dans un palace à Athènes, Parnak Beylerian mettait une annonce : « *cherche main-d'œuvre arménienne pour la France pour usine de soie* ⁶ ». Les Arméniens débarquent à Marseille par bateau « *Tous les Arméniens rhônalpins, immigrés de la première génération, ont gardé vivaces en eux le souvenir de leurs premières heures, de leurs premiers jours en France* ⁷ ».

Décines devient donc une destination d'origine des migrants arméniens, « noyau initial » ou « première ville relais » dans la région lyonnaise selon les expressions de Boudjikianian. Ville industrielle, « *La colonie de Décines est l'œuvre de la SLSA* ⁸ ». La première colonie arménienne se forme donc en 1924, lorsque 250 personnes arrivent de Grèce. C'est ensuite à partir de ce noyau que la communauté va grandir en accueillant de nouveaux membres, et qu'une dissémination régionale va s'opérer. Dès 1928, une usine filiale de la SLSA est ouverte à Saint-Maurice de Beynost. Les ouvriers engagés sont des Arméniens de Décines.

Vivre et travailler en France, sous le contrôle du patronat, des services de l'État et de la municipalité

La soumission à une vie de travail réglée par les autorités fait partie des conditions impératives à l'installation sur le territoire Français. Plus implicite, la reconnaissance envers le patron bienfaiteur est une autre caractéristique de cette première vague d'immigration. L'humilité est impérative pour les Arméniens car ils sont dans l'impossibilité de rentrer dans leur région d'origine. Les premières années en France sont marquées par de multiples craintes : expulsion, non reconduction de la carte de séjour...

Administrativement, la municipalité exerce un contrôle des étrangers et établit leur carte de séjour, renouvelable chaque année. Le dossier est ensuite envoyé à la préfecture de l'Isère. Les entrepreneurs participent directement au financement des employés municipaux chargés d'établir les papiers d'identité des immigrés. Un monde fermé se forme, dans lequel la municipalité est alliée à l'entrepreneur pour la constitution d'un outil industriel. Les services municipaux sont engorgés et ne peuvent suivre la cadence du renouvellement des papiers. Suite aux massacres puis à l'exil qui a suivi, une grande confusion règne sur l'authenticité de l'identité et l'état civil des arrivants. Sur place, dans les camps grecs, les noms de famille sont changés en fonction des besoins, de l'âge, du besoin de davantage de femmes que d'hommes... Ainsi témoigne un immigré arménien : « *Personne n'avait de documents d'état civil. On nous a chassés de chez nous : avoir des papiers d'état civil, c'était le dernier souci des gens* ⁹ ». Une fois arrivés à Décines, c'est l'administration municipale qui va établir l'état civil de nombreux étrangers. Un interprète aide au bon déroulement de l'opération, des erreurs et approximations comme la date de naissance « se glissent » dans

6 Bardakdjian Geneviève, La communauté Arménienne de Décines

7 Boudjikianian-Keuroghlian Aida, Les arméniens de la région Rhône-Alpes, p 27

8 Bardakdjian Geneviève, op. Cit.

9 Videlier Philippe, Décines, une ville, des vies, op. Cit.

les documents qui deviendront officiels. Une employée municipale se charge d'établir l'état civil : « *Elle a laissé un grand souvenir parce que c'est elle qui a rempli les pièces d'identité pour ces gens qui n'avaient rien, qui avaient tout perdu, chacun lui racontant son histoire* ¹⁰ » Un peu d'humanité et d'écoute transparait au milieu d'un système technocratique et administratif qui marquera à vie ces personnes.

Les contrats de travail sont des contrats-types selon un modèle rédigé par l'administration. Les travailleurs s'engagent sur une période déterminée, en général un an. L'employeur de main-d'œuvre étrangère s'engage à assurer de multiples services comme la nourriture, le logement, les soins médicaux, le salaire. Une fois l'embauche établie, le travailleur étranger doit se présenter à la mairie de la commune de résidence afin de se faire inscrire au registre d'immatriculation. Il doit signaler tout changement de domicile. Ces conditions d'embauche draconiennes ne sont pas propres aux apatrides puisque l'immigration traditionnelle de travail est similaire, un migrant ne peut guère songer à s'installer dans un pays s'il n'a pas la certitude ou la promesse ferme de trouver un emploi.

En 1926, deux ans après l'ouverture de l'usine, la commune de Décines a doublé de taille alors que les étrangers représentent 45% de la population. L'entreprise SLSA emploie un personnel étranger en grande majorité : 44,5% d'arméniens, 11% de russes, 11,5% d'Italiens et 9,5% de Polonais contre 16,3% de Français. Les femmes représentent les deux tiers des employés. L'immigration économique connaît son apogée durant la décennie 1922-1932. La crise économique qui suit puis la Seconde Guerre mondiale tarissent les arrivées.

La perception de la France chez les immigrants

Il est difficile d'affirmer que la France est un pays envié durant la première vague d'immigration. Les conditions d'arrivée effroyables des immigrants sont semblables à celles des autres pays d'accueil. Le fait que la France soit un pays chrétien est pourtant un *a priori* favorable. Assez rapidement, une forme de reconnaissance apparaît : « *Les Arméniens ont tous un amour et une vénération profonde pour la France, pays qui leur a accordé refuge durant et après les années les plus noires qu'a connues leur nation, années qui coïncident pour la France avec les lendemains de la première guerre mondiale... Des milliers d'Arméniens ont péri en combattant pour la France durant les deux guerres mondiales, portant tous en poche le livret militaire sur lequel est pourtant mentionné en lettres rouges « soldats ne possédant pas la nationalité française »...¹¹* »

Le journal *Haratch* (« En Avant ! ») est un quotidien en langue arménienne, publié à Paris dès 1925. Il rend compte de la diaspora arménienne en France. Décines y est décrit de manière positive : air et eau purs, paysage, reliée facilement à Lyon. C'est sur ces premiers qualificatifs qu'un imaginaire va naître et se transmettre et sur lequel vont se forger l'espoir de milliers d'arrivants. Après l'installation, le quotidien décrit le travail à l'usine textile : propre et tranquille pour les femmes et moins gratifiant pour les hommes. Heureusement, les salaires journaliers sont satisfaisants. « *Une formule, une belle formule, "otn ou tchoure", revient dans les correspondances publiées par le journal Haratch en langue arménienne et destinées à décrire les localités qui, par une sorte de hasard, parce que le travail y est à un moment disponible, sont au terme de l'errance. « La ville de Décines se trouve à environ une demi-heure de Lyon. Elle est construite sur une vaste plaine, avec un bon air et une bonne eau. » [...] Otn ou tchoure : l'air et l'eau. L'air est bon et l'eau est bonne, le climat est favorable. Cela sonne comme la révélation de la Terre promise. C'est le territoire de la nouvelle vie, du recommencement, d'une renaissance possible, lieu d'une recomposition¹²* ».

10 Videlier Philippe, Décines, une ville, des vies, op. Cit. Entretien, famille d'Emma Moutin, p 130

11 Boudjikianian-Keuroghlian Aida, op. Cit, p 9

12 Videlier Philippe, Les fantômes d'Anatolie, archives ouvertes HAL, 2007

La vie quotidienne à la cité, communautarisme et paternalisme

A Décines, les conditions de vie sont très difficiles pour les arrivants pendant les premiers mois. La municipalité est très vite débordée : les travailleurs s'entassent où ils peuvent dans la plus grande insalubrité : usine désaffectée, baraques.... Pourtant, ces conditions effroyables sont toujours meilleures que celles subies dans les camps-bidonvilles d'Athènes. Traumatisés, les réfugiés, témoins directs, victimes et orphelins de massacres auront la force de « tenir » quelques mois de plus. Ils sont en sécurité en France et ont un travail. *« La seule consolation que nous avons à l'époque, nous dit un retraité, était celle d'avoir désormais la vie sauve, la sécurité pour nous et nos enfants. On nous demandait pour cela de travailler dur. Nous l'avons fait. Nous y avons passé notre existence¹³ ».*

Les emplois dans l'industrie, comme manœuvres, hommes « à tout faire » ou « hommes de peine », bref les travaux les plus disqualifiés et subalternes n'étaient pas prédestinés. Les immigrants étaient plutôt des agriculteurs. Le travail des femmes est une conséquence directe de la main d'œuvre industrielle. La vie industrielle, contrairement aux travaux des champs, permet les regroupements de compatriotes et atténue un peu le sentiment d'abandon grâce à la communauté.

Comme beaucoup de ses contemporains, le directeur de la SLSA crée à Décines un petit monde paternaliste centré autour de l'usine, des logements et des divers services offerts aux ouvriers. La création de trois cités est engagée par l'entreprise. Ce sont des expériences sociales, techniques et urbanistiques intéressantes. Cette œuvre sociale est aussi un moyen pour stabiliser la main-d'œuvre, qui se voit privée de logement en cas de licenciement ou de démission. Trois cités sont construites. La cité de la rive (ou du midi) se situe entre le canal de Jonage et la route de Lyon. Elle est réservée aux familles des autochtones, contremaîtres et techniciens. La cité du restaurant est composée autour d'un bâtiment central de plusieurs étages en face de l'usine. Les appartements comportent deux ou trois pièces. Un restaurant et un cinéma réservés au personnel de l'usine complète l'ensemble. Enfin, la cité du Vallon est la plus grande, elle comprend une cinquantaine de villas et une école.

Ces cités vont être bien vécues et bien entretenues par les locataires. Les conditions de vie apparaissent privilégiées pour l'époque : les logements sont équipés de l'eau courante, du gaz et de l'électricité. L'école catholique permet aux enfants d'obtenir leur certificat d'études à 12 ans. Les horaires sont adaptés à ceux de l'usine pour que les mères puissent déposer leurs enfants. Le personnel qui se maintient dans ces cités sera éternellement reconnaissant envers l'employeur. Le confort matériel est aussi gage de surveillance. Les agitateurs ou communistes peuvent être facilement chassés. Ce système de logements affectés par l'employeur perdure jusqu'à la fermeture de l'entreprise, en 1958.

Pourtant, malgré ses efforts, avec des salaires globalement plus élevés qu'ailleurs, l'entreprise a du mal à conserver ses ouvriers. La fidélité à l'entrepreneur est toute relative sauf pour les ouvriers logés dans les cités, qui considéreront toujours le grand patron comme un bienfaiteur. La vie en cité peut être oppressante mais ce sont surtout les conditions de travail à l'usine qui poussent une grande partie des ouvriers à chercher un autre emploi, une « meilleure situation ». Sans le faible bail des maisons de la cité, rendant captifs les ouvriers logés, on peut penser que le *turn-over* aurait été encore plus important. Avant la crise de 1932, l'industrie embauche très facilement et le travail ne manque pas dans la région.

Le travail est vital pour la reconstruction des victimes de la diaspora. Il est avant tout le fondement même de la sécurité en société. Ensuite, il rendra possible l'intégration : *« C'est son emploi qui a permis à l'étranger d'entrer en France et d'y rester. Il sait que seul son labeur acharné fera de lui et de ses enfants autre chose qu'un travailleur immigré¹⁴ ».*

13 Boudjikianian-Keuroghlian Aida, op. Cit. p 126

14 Bardakdjian Geneviève, op. Cit.

Les conditions de travail sont épouvantables, le contact avec les produits chimiques provoque des intoxications par le sulfure de carbone, les acides et divers gaz. Les chefs d'ateliers s'étonnent lorsque les ouvriers prétendent que la filature les rend malade ! Un docteur affirme pourtant que le sulfure de carbone peut rendre les femmes hystériques ! Différents troubles et blessures sont relevés : brûlures, troubles nerveux, optiques, pulmonaires, gastriques, etc. L'hygiénisme de la cité s'est arrêtée aux jardinetes jouxtant les maisons et à la hauteur de la cheminée d'usine marquant le paysage décinois de ses 110 mètres de haut. L'eau industrielle des différents bains est « dépolluée » par l'intermédiaire de bassins de décantation avant son rejet dans le canal de Jonage...

Décines est surnommée « La petite Arménie ». Les habitants d'origine arménienne sont passés de quelques centaines en 1925 à 3000 personnes environ vers 1932, soit 25% de la population. En 1930, il y a plus d'Arméniens à Décines que d'habitants dix ans plus tôt. Une vie autarcique se développe, avant la deuxième guerre mondiale : 84% des actifs travaillent dans la commune...et 12% à Villeurbanne ! La communauté est repliée sur elle-même, certaines rues décinoises ne sont habitées que par des arméniens. Très vite, des « marqueurs identitaires » apparaissent dans l'espace public : boutiques de produits Arméniens, noms arméniens sur les vitrines des commerces, multiples associations, église...Le premier café arménien ouvre en 1926. C'est à cette même date qu'ouvre une école arménienne destinée à enseigner la langue aux enfants de l'exil. Elle est placée sous le contrôle de l'Église arménienne et de l'évêque Balakian. L'église de la communauté évangélique arménienne est inaugurée en 1929.

Des relations sont immédiatement nouées avec le milieu d'accueil comme le relate le journal arménien du 15 janvier 1926. Une fête est organisée à Décines pour l'inauguration de l'école communautaire. Les notables français assistent à ces festivités, en particulier le directeur de la Soie artificielle, sa famille ainsi que le Maire de la commune.

« Le Maire de Décines prit la parole en premier pour féliciter mes compatriotes pour leur travail et leur modestie : "Avant vous étiez très maigres, aujourd'hui vous êtes vigoureux. Je vais autoriser la venue d'autres Arméniens ici". L'institutrice qui est ici depuis deux mois a fait réciter les petits en français et en arménien. Le trésorier de l'Union nationale de Lyon, monsieur Boleian, l'a félicitée en français, et a remercié la France qui nous a ouvert grand ses portes. Ensuite un groupe de jeunes filles ont chanté et dansé. Il y a eu beaucoup d'applaudissements. » La transmission de valeurs communautaires (langue, bribes de coutumes) - part préservable de ce qui a été et n'est plus à cause du génocide, et intégrant donc forcément de manière indirecte une mémoire, même non dite, du génocide s'effectue alors dans une démarche qui allie la soumission à l'autorité, celle du directeur de l'usine, celle du maire, et la reconnaissance à l'égard de ces bienfaiteurs. Cela assigne à la mémoire douloureuse une place discrète, la consigne au mieux dans l'entre-soi. ¹⁵»

Il n'y a pas de reconstitution d'une communauté Arménienne « villageoise traditionnelle » à Décines mais la création d'une communauté singulière de diaspora, « qu'unissent la langue (sans préjuger des variantes régionales), un monde perdu et la commune dimension du drame. ¹⁶ ». Deux histoires s'écrivent sans se croiser : la communauté arménienne se racontant dans ses journaux et dans sa langue et le monde reconnu et légitime de l'entreprise industrielle gommant les spécificités pour aller vers l'anonymat de la force productive.

Quitter la cité, bâtir sa maison, les premiers pas vers une autonomie

Se construire une maison, même modeste, avec un jardinet, quitter l'usine pour se mettre à son compte sont les aspirations de la plupart des Arméniens et ce quelques années seulement après leur arrivée sur le territoire isérois. La période d'installation, de survie est passée. Ils peuvent imaginer un avenir moins dur. « Ce travail à la SLT n'était qu'un pis-aller provisoire, leur volonté était de trouver toujours mieux, pour

15 Videlier, Philippe, Les fantômes d'Anatolie, op. Cit.

16 Videlier Philippe, Les fantômes d'Anatolie, op. cit

*améliorer à la fois leurs conditions d'emploi et leur position matérielle*¹⁷». Dès qu'ils ont pu échapper à l'usine, les Arméniens disposant d'un savoir-faire (cordonnier, coiffeur, tailleur, etc.) ont cherché à se mettre à leur compte. Les licenciements massifs de 1932 accélèrent le mouvement. Dès 1926, les premières constructions de maisons individuelles commencent. Un Arménien, propriétaire d'un terrain, vend à ses compatriotes des parcelles pour qu'ils puissent élever des maisonnettes. Ce sont des auto-constructions, bâties – sans respect des règles d'alignement - après les horaires d'usine par les ouvriers de la Soie qui ne bénéficient pas des logements en cité, en particulier rue Arago et Wilson. En 1929, 50% des demandes de permis de construire émanent des Arméniens. L'objectif est d'améliorer sa condition : quitter une cité surpeuplée et une maison qui ne leur appartient pas. La maison, malgré sa modestie, comprend une pièce pouvant servir de boutique.

Les immigrés arméniens vus par la population locale, les puissants et les intellectuels

La cohabitation avec les populations locales ne s'est pas faite sans mal. Décines est considérée comme un « déversoir au trop-plein de Lyon et Villeurbanne », recueillant dans des proportions inquiétantes, une certaine population indésirable. Dès les années 1920, la mairie et les journaux locaux imputent des agressions diverses et activités illicites aux populations étrangères vivant sur la commune : maraudes, vols, vandalisme, bagarres, menaces envers les personnes. « *La migration n'est perçue alors que de deux manières : dans sa dimension fonctionnelle la plus immédiate, en tant que main-d'œuvre plus ou moins avantageuse, et, dans sa dimension humaine, comme excroissance disgracieuse, potentiellement dangereuse.*¹⁸» Au niveau régional, Décines n'est évidemment pas la seule commune accueillant des réfugiés arméniens, on pense à Lyon¹⁹, Villeurbanne, Saint Chamond, Valence, Vienne St Maurice de Beynost....

En période de crise économique, les rancœurs s'accroissent envers les étrangers, accusés de recevoir des aides et de profiter du travail des français. Ces critiques sont globalement infondées. L'assistance des femmes en couche n'est réservée par exemple qu'aux nationaux. A partir de 1934, les discriminations à l'égard des étrangers sont institutionnalisées : des décrets et lois préconisent l'embauche prioritaire des Français. Les équipements communaux leurs sont réservés. En mars 1936, la salle des fêtes de Décines est refusée à l'Association des Arméniens combattants volontaires. A la même époque, les Arméniens de la diaspora sont syndiqués et prennent part aux conflits sociaux. De ce fait, en participant à la « lutte des classes », ils s'engagent dans les luttes pour l'obtention d'avancées sociales et dans la société Française en générale.

De nombreux témoignages d'arméniens existent, décrivant l'attitude de la population française à leur égard : « *On nous regardait comme des bêtes curieuses en disant : voilà les Arméniens ! On ne savait pas qui nous étions, d'où nous venions. Ils nous croyaient des musulmans et étaient surpris de nous voir entrer dans leurs églises*²⁰». Une jalousie existe de la part des Français, sorte de « vision renversée de la réalité » ; ils considèrent souffrir de discriminations vis à vis de l'étranger. Jusque dans les années 1960, des lettres agressives de chômeurs français se plaignent d'une situation prétendument enviable des arméniens...

La presse régionale traditionnelle ou satirique tient des propos emprunts de raccourcis, préjugés et racisme envers les étrangers ou leurs lieux de vie : des communes sont « colonisées », « submergées » par les étrangers. Les publications scientifiques et universitaires de l'époque ne brillent ni par leur neutralité ni par leur objectivité. Lors d'une conférence sur la criminalité et les étrangers se tenant en 1932, le docteur Locard, directeur du laboratoire de police technique de Lyon, emploie l'expression des « étrangers de

17 Bardakdjian Geneviève, op. Cit.

18 Videlier, Sortir des frontières In: Revue européenne de migrations internationales

19 Un camp arménien provisoire est créé à proximité de la Place Jean Macé, sur l'avenue Berthelot, dans les baraques ayant servi à l'Union des foyers de soldats de la grande Guerre. Il compte une centaine de personnes, travaillant dans l'industrie textile (Gillet), ferroviaire, mécanique, automobile (Berliet). En 1926, on compte 1315 Arméniens à Lyon à Lyon 6, Lyon 3 et Lyon 7.

20 Geneviève Bardakdjian, op. Cit.

nationalité française ». Ceci traduit la mentalité de l'époque : la nationalité se s'acquiert pas, elle est du ressort du biologique²¹, ce qui permet des raccourcis sur le caractère indolent, robuste, travailleur, de tel ou tel étranger suivant son « arrivage » Cette mentalité est caractéristique de l'avant-guerre et des grandes vagues de naturalisation. Les universitaires spécialistes de ces questions tiennent des discours xénophobes, animalisant les étrangers : « marmaille, grouillement, indolent par nature, dépourvu de toute initiative²², etc. » Raymond Millet ²³ calcule le coût de l'immigré délinquant, le classant suivant son origine. La « question de l'immigration » est ouverte en période de crise, effacée en période faste. *« Les Arméniens forment également un élément caractéristique de l'immigration lyonnaise, bien qu'étant loin d'être les plus nombreux. Ils présentent cette particularité de former des îlots très marqués [...] on se plaît à les louer d'une très grande propreté aussi bien dans leur travail que dans leur intérieur, lorsque les usines les logent dans des cités. (...) Les Arméniens s'entraident beaucoup. Ils n'hésitent pas à faire de très longs déplacements pour s'approvisionner dans des magasins tenus par leurs compatriotes. Au point de vue ethnique, les Arméniens sont assez éloignés de nous. C'est ainsi, en particulier, qu'ils ne se marient qu'entre eux. [...] Ils sont très peu assimilables (...) On a vu combien ces derniers tenaient à se grouper dans les mêmes quartiers où ils vivent autour de leurs prêtres sans jamais se mêler à la population française ²⁴»*. Ce n'est qu'à partir des années 1960 que les études de Sciences humaines estompent leurs jugements de valeurs et lieux communs.

La fermeture de l'usine force la communauté arménienne à sortir d'une vie autarcique et la pousse à l'assimilation

Encore en pleine activité au début des années 1950, le départ en retraite du fondateur, l'intégration dans le grand groupe Rhône Poulenc, bouleversant l'organisation et les innovations technologiques, précipitent la fin de l'usine de Décines. Une restructuration est engagée mais la décision brutale de fermer purement et simplement le site est prise en avril 1959. La commune compte 9000 habitants dont 1100 sont ouvriers de l'usine textile. Les licenciements sont donc massifs. Certains ouvriers ont 35 ans d'ancienneté. Heureusement, la conjoncture économique des 30 glorieuses permet d'absorber en douceur l'afflux de chômeurs. La cheminée symbole est détruite. On assiste à un éparpillement des immigrés de la première génération, un déménagement de leurs enfants vers d'autres communes alors que la municipalité loge une partie d'entre eux dans l'opération HLM du « Mas du Cornavent ».

L'intégration à la société Française du plein emploi et de la croissance économique et matérielle joue à plein pour les enfants des arrivants d'origine. En 1947, des décrets de naturalisation sont promulgués. *« A la deuxième génération, les enfants de ces immigrés qui sont nés en France et fréquentent nos écoles, ne se différencient pas des Français. Il n'est que justice d'accorder la citoyenneté française à leurs parents, qui apportent à la France le concours de leurs bras et lui donnent leurs enfants ²⁵»*

La première génération, arrivée en 1925-1926 ne sera jamais assimilée. Les familles travaillent en France et se sont adaptées à la vie française. Leur premier souci a été le travail. Ils sont loyaux à l'égard de la France, s'engagent pour la libération du pays. Ils ont cherché à reconstituer leur milieu d'origine : église, associations sportives, politique, écoles, clubs... Une coexistence s'instaure entre les deux populations, étrangère et autochtone. Ils ont appris quelques rudiments de Français, mais parlent arméniens entre eux, à l'usine et dans le quartier. La presse communautaire les tient au courant de l'actualité de la communauté. L'apprentissage de la langue arménienne est organisée les premiers temps car *« L'idée d'un retour en Arménie ne meure donc pas après le génocide, et par conséquent l'idée de conserver sa culture s'impose*

21 Philippe Videlier, « Espaces et temps de l'intégration des immigrés dans la Région Lyonnaise », Espaces et temps

22 Tirés de Baroin H. La main d'œuvre étrangère dans la région lyonnaise, Lyon, Bosc et Riou, 1935

23 Raymond Millet, Trois millions d'étrangers en France, les indésirables, les bienvenus, Paris, Librairie de Médecis, 1938.

24 Thèse de droit d'Henri Baroin, 1934, université de Lyon « La main d'œuvre étrangère dans la région lyonnaise », cité par Videlier Philippe, ANI,

25 Videlier Philippe, Les vieux immigrés disent le siècle, Écarts d'identité n 87

*comme une évidence, en particulier par la transmission et la pratique de la langue.*²⁶ » La nostalgie du pays perdu est constante. Quelques retours en Arménie soviétique ont bien lieu mais le niveau de vie bas rebute. Le nombre de naturalisés s'accroît, la vie en France devient définitive. « On devient juridiquement français mais on continue de penser arménien » alors que les mariages mixtes restent rares. « *Bien plus qu'une intégration à la vie française, il y a adaptation de la vie arménienne aux conditions offertes par la France*²⁷ ». Une fois arrivée à la retraite, cette première génération s'éteint dans un mélange de sérénité et d'angoisses. Venus avec la promesse d'un pays paradisiaque, la France symbolise le calme, la sérénité, voire le bonheur. Pourtant, ils n'ont connu que le travail à l'usine d'où une certaine désillusion. Ils ont aussi beaucoup craint la perte de leur culture ancestrale, notamment lorsque leurs enfants n'épousent pas des compatriotes, au besoin des Arméniens d'immigration plus récente du Moyen Orient, plus conservateurs et moins intégrés, mais des Français...

La seconde génération est celle des fils de manœuvres qui ont suivi une filière de l'enseignement technique après leur certificat d'études primaires, échappant au sort de leurs parents. Beaucoup s'orientent dans l'artisanat : plombiers, électriciens, mécaniciens, etc. L'accès aux études supérieures ne s'engage qu'après la seconde guerre mondiale. Quitter l'usine, changer de profession : l'intégration économique favorise l'intégration humaine. Dans les représentations, l'Arménien devient un « étranger respectable » plutôt qu'un « travailleur étranger inconnu²⁸ ». C'est une génération de transition entre deux modes de vie. La cassure avec le monde des parents, bien que douloureuse, est indiscutable. « *Nos enfants, nous disent ceux-ci, préfèrent parler français plutôt qu'arménien et nous ne les entendons plus. Eux-mêmes d'ailleurs oublient la langue de notre pays. Nous ne pouvons plus les commander. L'abîme entre ces deux langues se crée entre nous, nous ne nous comprenons pas parfois. Et puis, quand nous parlons à des français, nous nous exprimons bien mal, nous sommes obligés alors d'avoir recours à nos fils. Ils en acquièrent je ne sais quelle sottise vanité. Leur rôle d'interprètes les élève à leurs propres yeux. Ils se considèrent comme supérieurs à nous. Ils ne nous écoutent plus*²⁹ ».

L'assimilation³⁰ de la population arménienne s'effectue alors naturellement et s'accélère. Plusieurs indices en témoignent dont celui de l'évolution des mariages mixtes : quasiment inexistants durant la période 1925-29 (1,42%), ils passent à 52% pour la période 1960-69 et 73,2% pour la période 1970-71. Outre qu'elles contredisent la réputation de communauté « très peu assimilable », ces proportions sont jugées alarmantes par les tenants d'une certaine orthodoxie communautaire « *L'assimilation élimine en les éloignant les meilleurs éléments*³¹ ». Les arméniens assimilés ne parlent pas l'Arménien, sont issus de couples mixtes et ou mariés à des non-arméniens. Pour l'homme, le patronyme est la seule trace de ses origines, qui disparaît chez la femme. Ils assument leur assimilation sans attacher d'importance particulière à leurs origines sauf en pratiquant quelques fêtes religieuses, folkloriques et en perpétuant la cuisine. Ils sont tout de même fiers des gloires internationales culturelles ou industrielles de la diaspora.

A côté de la majorité d'Arméniens assimilés se développe une part de militants engagés dans la lutte contre la disparition de la culture arménienne de la diaspora. « L'Arménien militant » apprend sa langue maternelle, peut être membre d'un parti politique arménien (mais pas obligatoirement), est membre d'association, participe ou organise des événements liés à la diaspora. Une complexité politique existe et les rivalités sont fortes entre le parti Hintchak, partisan de l'Arménie soviétique et ceux hostiles, qui font partie du Dachnaksoutioun (Fédération révolutionnaire arménienne). La Maison de la culture de Décines n'est

26 Meguerditchian Daniel, La communauté arménienne de Décines : entre l'intégration à la société Française et les revendications de singularités culturelles, interview Grand Lyon, février 2012

27 Boudjikianian-Keuroghlian Aida, op. Cit.

28 Boudjikianian-Keuroghlian Aida, op. Cit. p 181.

29 Bastide R, Les Arméniens de Valence. Revue internationale de sociologie, 1930, Cité par Boudjikianian-Keuroghlian Aida

30 L'assimilation pour Alfred Sauvy : « Ce qu'on appelle couramment l'assimilation du migrant est un problème assez complexe, qui intéresse l'individu et le groupe. L'objectif visé, sous ce terme, dans le pays d'immigration, est la disparition de toute cause possible de tension ; il ne s'agit pas tant de rendre les immigrants identiques à la moyenne ou à la masse autochtone que de les fondre de telle façon qu'on ne les « reconnaisse » pas et qu'eux-mêmes n'aient plus conscience de leur caractère exogène.

Autrement dit, la population assimilante veut « ne plus entendre parler » d'une minorité, ne plus avoir d'ennuis de ce fait ». A.

Sauvy, Théorie générale de la population, PUF, 1966, vol2 ; p 267

31 Boudjikianian-Keuroghlian Aida, op. Cit. p 181.

fréquentée que par les pro-Dashnak. Ce Parti a présidé d'août 1918 à décembre 1920 l'Arménie éphémère. « *Il n'a jamais accepté l'absorption de la patrie par la Russie, ni la fiction d'une Arménie qui garderait, au sein de l'URSS, sa personnalité* ³² ». Ces militants sont bien intégrés à la société Française et connaissent des réussites professionnelles. Ils s'informent par la presse, locale, parisienne ou diasporique. L'unique quotidien arménien français (Haratch) s'écoule à 395 exemplaires dans la région Rhône Alpes ce qui relativise sa portée sur une communauté d'environ 20000 personnes à la fin des années 1970. Un nouveau phénomène apparaît dans les années 1960 : le développement des voyages. On part visiter les amis et les parents de la communauté de la diaspora dans le monde. Des voyages sont également organisés vers l'Arménie soviétique. Des voyages d'enfants de la diaspora sont organisés vers l'Arménie soviétique qui prend en charge les frais. Il s'agit d'avoir sur eux un impact psychologique en montrant qu'il existe un pays arménien comme les autres pays du monde.

Revendiquer une culture singulière ou disparaître

Le foyer du peuple, qui deviendra la Maison de la culture de Décines est fondé dès la première année de présence des Arméniens à Décines. Ceci traduit bien la nécessité de créer une convivialité, des activités autour d'une culture commune, cimentant la communauté, face au monde extérieur largement hostile. Les Arméniens passent les premières années sur le territoire en survivants, apatrides. La petite Arménie s'est d'abord organisée de manière à préserver une culture de la disparition. L'idée de pleine appartenance à la société Française apparaît après la Seconde Guerre mondiale. La France est un pays libre et cette liberté de penser facilite l'intégration, au contraire d'une perpétuation de traditions ou pratiques communautaires. Pourtant, c'est bien la liberté d'association et l'anonymat des pratiques associatives qui engendrent un renouveau identitaire. La stabilité des structures associatives permet la maturation des revendications qui se sédimentent particulièrement à Décines. Fort de son antériorité historique et de son noyau de militants intéressés à l'avenir de la culture de la diaspora Décines va devenir une commune symbole.

Les Arméniens de la diaspora de Décines vont alors chercher à redécouvrir leur culture en même temps que la municipalité reconnaîtra leur présence. La première reconnaissance de la réalité arménienne de Décines par les pouvoirs publics a lieu d'après Philippe Videlier lors des obsèques d'un soldat arménien tué au front en 1940. Les funérailles officielles font que la collectivité de Décines découvre et rend hommage à sa composante arménienne. L'intégration à la société Française peut aussi se traduire par l'intermédiaire de l'engagement politique. En 1959, le premier arménien, immigré de Turquie, naturalisé, chimiste, entre au conseil municipal de Décines. En juin 1965, la municipalité débaptise une rue au profit de la rue du 24/04/1915, date du génocide arménien. Le conseil municipal délibère : « *Compte tenu que la colonie arménienne de Décines, tout en conservant une certaine personnalité a réalisé parfaitement son intégration à la population locale, et du dévouement et de l'attitude courageuse dont ses membres ont fait preuve, notamment au cours de la dernière guerre : la rue Branly située au centre du quartier arménien s'appellera désormais rue du 24-avril-1915* ». C'est à Décines qu'est construit en juin 1972 le premier monument européen dédié aux victimes du génocide. Le monument est érigé grâce à un comité formé de membres de la communauté qui collecte les dons au niveau national assez rapidement, montrant sa vitalité et son implication politique. Inauguré en présence du maire de Décines et de Louis Pradel, maire de Lyon et président de la communauté urbaine, le monument devient site de pèlerinage pour les Arméniens de la diaspora.

A Décines se sont façonnées une identité et une culture nouvelles pour l'immigrant, qu'il a acquis par son travail, ses activités, sa place dans la société, ses relations sociales. Il n'y a d'ailleurs pas « les Arméniens » de Décines mais « des Arméniens », venant de villages et régions distincts. Depuis son arrivée en France, la communauté arménienne a connu différentes vagues d'immigrations. Le processus d'intégration est toujours en cours, mais il est multiple suivant les stades d'avancement des vagues de migrants et le contexte socio-économique de la société d'accueil. La communauté arménienne du Liban a par exemple revivifié la communauté Arménienne de Décines. Ces différences dans le niveau d'intégration et ce brassage de cultures peuvent créer des incompréhensions. Les communautés sont plus ou moins conservatrices.

32 Bardakdjian Geneviève, op. cit

Avec la crise économique, les derniers arrivants se replient souvent sur des valeurs traditionnelles. Des voyages, ressemblant à des pèlerinages, sur les terres des ancêtres en Anatolie, région de la Turquie, se développent.

Organiser le recueil de la mémoire, vers une « intégration créatrice »

L'immigration n'est pas une quantification de flux de nationalités différentes, un puzzle mais une réalité mouvante, des identités en devenir. Les identités des cultures de l'immigration sont d'une grande hétérogénéité et complexité. Il faut comprendre les identités comme des constructions dynamiques évolutives dans le temps long. C'est ainsi qu'a émergé une culture singulière, différente de la culture arménienne d'Arménie : la culture arménienne de la diaspora, en voie de disparition.

La culture arménienne « est un moyen de combat permettant aux arméniens disséminés dans le monde d'assurer leur survie ³³ ». La défense de cette culture est consubstantielle aux revendications politiques et à la reconnaissance du génocide. La négation de l'histoire du peuple arménien rend la communauté plus forte pour combattre cette injustice. L'assimilation naturelle de l'immigrant est finalement contrariée par l'histoire de la diaspora arménienne, liée au génocide. En cas d'assimilation totale, c'est toute une culture qui disparaît définitivement. La force de la communauté est née de son particularisme lié à l'histoire de la diaspora, réclamant réparation politique de l'injustice commise : « sorti victorieux d'une tentative d'extermination par la force, il est extrêmement difficile pour l'Arménien d'accepter l'idée d'une extinction naturelle collective par la voie de l'assimilation. Y donner cours, c'est faire injure au patrimoine ancestral et à la mémoire de tous ceux qui sont morts pour la nation ³⁴ ». La communauté a du se faire violence car il est plus simple d'oublier ses origines dans une société française alors libérale, d'autant que les arméniens sont séduits par la culture Française. Être arménien dans la diaspora s'apparente à une prise de position politique qui dépasse le cadre culturel et folklorique.

La communauté arménienne de France et de Décines en particulier est aujourd'hui arrivée à un stade d'intégration avancé qui lui permet d'entreprendre un travail mémoriel et non communautariste. Elle ne se considère pas comme une « minorité » mais composée de citoyens Français d'origine arménienne. « La communauté arménienne de France est plurielle, elle recouvre des réalités extrêmement différentes : Français d'origine arménienne nés en France, immigrants d'Arménie, de Syrie, du Liban, mariages mixtes, etc. Cette diversité n'entame pas cependant notre sentiment d'être Français ³⁵ ». La communauté estime qu'il lui revient la responsabilité de patrimonialiser et de faire vivre sa culture sous peine d'une disparition rapide. Un double mouvement va se développer, la poursuite du processus d'intégration naturelle à l'avancée différenciée suivant la date d'arrivée sur le territoire et le désir de préservation d'un héritage et d'une culture en voie d'extinction. En 1978, Aida Boudjikianian-Keuroghlian écrivait dans sa conclusion de son étude sur les Arméniens en Rhône-Alpes « Quel sera le sort de la minorité arménienne ? Les uns prédisent sa disparition au bout de deux ou trois générations. Les autres plus optimistes croient que si l'ethnie a survécu tant de siècles sans organisation étatique sur ses terres mêmes, elle saura bien se préserver dans les conditions sécurisantes de la diaspora ». C'est plutôt le scénario optimiste qui est en train de se dégager aujourd'hui.

La création du Centre national de la mémoire arménienne dont l'ouverture est prévue en septembre 2012 à Décines est une nouvelle étape de cette réflexion sur la culture arménienne de la diaspora. « Maintenant qu'elle n'est plus arménienne mais Française d'origine arménienne, elle a un nouveau parcours à accomplir. ³⁶ » Ce sont les acteurs locaux de la Maison de la culture de Décines qui ont fait émerger ce projet unique et innovant à l'échelle nationale et internationale. Cet ancrage local montre la force de la communauté Décinoise et Grandlyonnaise, son attachement à s'affirmer dans le temps long. La filiation est directe entre le foyer du peuple de 1932, le premier mémorial arménien d'Europe dédié au génocide en 1972 et aujourd'hui le CNMA. L'investissement du futur établissement se partage entre les institutions

33 Revue « Notre voix » rapportant les travaux du XXe congrès de la JAF (jeunesse d'origine arménienne)

34 Boudjikianian-Keuroghlian Aida, op. Cit. p 181.

35 Boudoyan Katia, L'histoire de la communauté arménienne de Décines, interview Grand Lyon, janvier 2012

36 Boudoyan Katia, le centre national de la mémoire arménienne, interview Grand Lyon, février 2012

publiques (Région Rhône-Alpes, Grand Lyon, Département du Rhône) et le mécénat privé. L'ambition du centre est grande : « *Le CNMA aura pour vocation de recueillir des témoignages, collecter et préserver les traces de l'histoire de la présence arménienne en France et en Europe ; de faire partager et vivre cet héritage en le mettant en perspective avec des questions de sociétés actuelles ; d'approfondir la recherche historique sur les massacres et le génocide des Arméniens aux XIXe et XXe siècles ; d'analyser l'évolution, en Europe et plus particulièrement en France, des identités et pratiques culturelles individuelles et collectives des Franco-Arméniens ; de créer et d'animer un réseau européen des Centres concernés par les thématiques des mémoires sociétales, historiques et culturelles arméniennes* ³⁷ ». Le CNMA aura pour mission de retracer la présence arménienne et son évolution socioculturelle en France et en Europe. Il prévoit également de transmettre aux populations européennes d'origine arménienne l'histoire de deux siècles d'exode, de migrations et de pratiques culturelles diasporiques. Du XIX e siècle à nos jours, c'est toute la diversité de la culture de la diaspora qui prévoit d'être étudiée : histoire, arts, traditions, sociologie, etc. Le CNMA se penchera aussi sur les phénomènes d'acculturation et de « déculturation » ainsi que sur les conséquences au niveau psychique, identitaire, social et culturel. « *L'objectif du CNMA est d'essayer d'enrayer la perte de culture d'origine en développant cette notion d'intégration créatrice. L'intégration créatrice fait qu'on est riche de sa culture d'origine et de tous les apports de la culture d'accueil* ³⁸ ».

La communauté s'organise elle-même afin de « préparer le terrain » pour les futurs travaux d'historiens. Préserver la mémoire, les sources écrites, iconographiques sont une avancée vers l'écriture d'une histoire plurielle où la négation d'une identité deviendra impossible. C'est au XXe siècle qu'apparaît l'histoire des classes démunies, des subalternes et minorités. Jusque là, ce sont des peuples « sans histoires » face à l'histoire des États et des classes dominantes. La communauté arménienne se donne les moyens de dépasser cette notion de « minorité ». Pleinement intégrée à la société Française, le CNMA pourra être l'outil pour passer des revendications mémorielles à l'entrée dans l'histoire de la nation Française. Le CNMA participe à l'épanouissement de la culture arménienne mais reste une étape vers une libération totale liée au traumatisme du génocide et à l'exode. La soif de reconnaissance du génocide est à la fois une force de cohésion pour la communauté et une faiblesse car c'est un sujet éternellement difficile : « *L'attachement à l'identité est lié au fait que le traumatisme n'est pas réparé* ³⁹ » .

37 Boudoyan Katia, le centre national de la mémoire arménienne, interview Grand Lyon, février 2012

38 Meguerditchian Daniel, La communauté arménienne de Décines : entre l'intégration à la société Française et les revendications de singularités culturelles, interview Grand Lyon, février 2012

39 Boudoyan Katia, L'histoire de la communauté arménienne de Décines, interview Grand Lyon, janvier 2012

Bibliographie

Ani – cahiers arméniens, histoire d'une immigration et d'une intégration en Rhône-Alpes, Centre de recherches sur la Diaspora Arménienne, n°6, septembre 1994

Arméniens en Rhône-Alpes, collection les patrimoines, Editions le Dauphiné

Bancel Nicolas, Bencharif Lél, Blanchard Pascal, Lyon, capitale des outre-mers. Edition La Découverte

Bardakdjian Geneviève, La communauté Arménienne de Décines (1925-1971), mémoire de maîtrise d'Histoire, juin 1972

Boudjikian-Keuroghlian Aida, Les arméniens de la région Rhône-Alpes : essai géographique sur les rapports d'une minorité ethnique avec son milieu d'accueil, Revue de géographie de Lyon, hors-série, 214 p, 1978

Boudoyan Katia, Le Centre National de la Mémoire Arménienne, interview pour la direction de la prospective du Grand Lyon, février 2012

Boudoyan Katia, L'histoire de la communauté arménienne de Décines, interview pour la direction de la prospective du Grand Lyon, janvier 2012

Ces Français arméniens [Revue] : 90 ans d'histoire partagée, Le Progrès ; supplément au numéro du 14 oct. 2005

Dedeyan Gérard, La communauté arménienne de Lyon et de la région Rhône-Alpes, Coimbra, 1994

Merguerditchian Daniel, La communauté arménienne de Décines : entre l'intégration à la société Française et les revendications de singularités culturelles, février 2012

Videliér Philippe, Décines, une ville, des vies, Vénissieux, éditions Paroles d'Aube, 1996 ;

Videliér Philippe « Espaces et temps de l'intégration des immigrés dans la région lyonnaise » in Les étrangers dans la ville, 1990.

Videliér Philippe « Les vieux immigrés disent le siècle », In : Ecart d'identité n°87, décembre 1998

Videliér Philippe. Sortir des frontières. In: Revue européenne de migrations internationales. Vol. 9 N°2. pp. 5-13. 1993

Videliér Philippe, Les fantômes d'Anatolie, 2007 <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00198102>

Voisin Bruno, "Deux siècles d'immigration à Lyon. Entre ghettoisation et intégration citoyenne", revue Gavroche n° 165, 2010